
CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPÉCIALES

Marché n° / 2025

Passé en application de l'article n° 19 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

Entre les soussignés :

D'une part :

L'OFFICE DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE ET DE LA PROMOTION DU TRAVAIL (O.F.P.P.T.), représenté par son Directeur Général,

Et,

D'autre part :

La société :

Titulaire du compte (à la Trésorerie Générale, bancaire, ou postal) ouvert à mon nom (ou au nom de la société) à.....(localité), sous relevé d'identification bancaire (RIB) numéro.....

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu :

Affiliée à la CNSS sous le n° :

Inscrite au registre de commerce de(localité) sous le n° :

Patente n° :

Identification fiscale n° :

Identifiant commun de l'Entreprise (ICE) n° :

Représentée par :

Monsieur

Agissant au nom et pour le compte de ladite société en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.



SOMMAIRE

ARTICLE N°01	MODE DE PASSATION
ARTICLE N°02	DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE
ARTICLE N° 03	AUTRES TEXTES APPLICABLES
ARTICLE N° 04	NATURE DES PRIX
ARTICLE N° 05	CARACTERE DES PRIX
ARTICLE N° 06	DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT
ARTICLE N° 07	CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET DELAIS
ARTICLE N° 08	PENALITES DE RETARD
ARTICLE N° 09	CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF
ARTICLE N° 10	RECEPTIONS DES PRESTATIONS
ARTICLE N° 11	MODALITES DE PAIEMENT
ARTICLE N° 12	SOUS-TRAITANCE
ARTICLE N° 13	DOMICILE DU TITULAIRE
ARTICLE N° 14	VALIDITE DU MARCHE
ARTICLE N°15	DELAJ DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE
ARTICLE N° 16	DELAJ ET RETENUE DE GARANTIE
ARTICLE N° 17	RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF
ARTICLE N° 18	MOYENS
ARTICLE N° 19	NANTISSEMENT
ARTICLE N° 20	ASSURANCE ET RESPONSABILITES
ARTICLE N° 21	CONFIDENTIALITE
ARTICLE N° 22	REGLEMENT DES CONTESTATIONS
ARTICLE N° 23	RESILIATION DU MARCHE
ARTICLE N° 24	MESURES COERCITIVES
ARTICLE N° 25	LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS
ARTICLE N° 26	L'OCTROI ET LA RESTITUTION DES AVANCES
ARTICLE N° 27	LA PROMOTION DE L'EMPLOI LOCAL

ARTICLE N°01 : MODE DE PASSATION

Le présent marché est passé par application de l'alinéa 1 du paragraphe I-1 et de l'alinéa b) du paragraphe I-3 de l'article 19 et de l'alinéa 3 du paragraphe b) de l'article 20 du décret relatif aux marchés publics.

• Contexte

En réponse à une forte attente des entreprises - notamment des TPME - en matière de soutien à la formation en cours d'emploi, le Gouvernement a mis en place un dispositif d'assistance financière à la formation, désigné par les Groupements interprofessionnels d'aide au conseil (GIAC) et les Contrats spéciaux de formation (CSF).

C'est un mécanisme qui vise l'émergence de la demande des entreprises en formation en cours d'emploi, ainsi que l'amélioration continue des compétences des salariés. Pour en bénéficier, les entreprises doivent effectuer une « Demande de Remboursement des Actions de Formation OFPPT ».

Ayant pour finalité l'amélioration continue des compétences des salariés, ce dispositif de financement est le fruit d'un partenariat conclu entre l'OFPPT d'une part, et l'entreprise bénéficiaire d'autre part.

A travers ce dispositif, l'OFPPT ambitionne de favoriser l'accès des PME/PMI, voire des TPE en tant que composantes majoritaires du tissu productif national, à toutes les formations permettant l'acquisition ou l'amélioration des compétences professionnelles. Une action qui répond aux attentes fortes des entreprises, leur permettant d'utiliser la formation comme levier de croissance de leurs ressources humaines, et ainsi favoriser leurs compétitivités.

Ce cahier des charges a pour finalité de choisir d'un prestataire qualifié chargé de contrôler les actions de formation financées dans le cadre des CSF.

ARTICLE N° 02 : DOCUMENTS CONSTITUTIFS DU MARCHE

Les documents contractuels sont par ordre de priorité :

1. L'acte d'engagement,
2. Le présent cahier des prescriptions spéciales complété par l'offre technique,
3. Le bordereau des prix - détail estimatif,
4. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).

En cas de discordance ou de contradiction entre les documents constitutifs du marché, autres que celles se rapportant à l'offre financière tel que décrit dans règlement relatif aux marchés publics de l'office de l'OFPPT, ceux-ci prévalent dans l'ordre où ils sont énumérés ci-dessus.

ARTICLE N° 03 : AUTRES TEXTES APPLICABLES

Le titulaire du marché est soumis aux dispositions notamment des textes suivants :

1. Le Décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) relatif aux marchés publics ;
2. Le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO), approuvé par le décret n° 2-01-2332 du 22 Rabii I 1423 (04 Juin 2002).
3. La loi n°69-00 relative au contrôle financier de l'Etat sur les entreprises publiques et autres organismes (B.O. n°5170 du 18/12/2003) ;
4. Le Décret Royal n° 330-66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été modifié et complété ;
5. Le dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics ;
6. Le dahir n°1.85.347 du 20/12/1985 relatif à l'institution générale de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) ;
7. L'arrêté 2-3663 du 13 /07/2005 portant organisation financière et comptable de l'OFPPT ;
8. Les textes officiels réglementant la main d'œuvre et les salaires ;
9. La décision du ministre des Finances et de la Privatisation - DEPP n° 2-0610 du 26 Février 2008 fixant le visa préalable du contrôleur d'Etat de l'OFPPT pour les marchés de fournitures et de prestation de service dont le montant est supérieur à 1 000 000,00 DHS.
10. L'arrêté du ministre délégué auprès de la ministre de l'Économie et des finances, chargé du budget n° 1692-23 du 4 hija 1444 (23 Juin 2023) relatif à la dématérialisation des procédures, des documents et des pièces relatives aux marchés publics.

Ainsi que tous les textes réglementaires ayant trait aux marchés publics rendus applicables à la date limite de réception des offres.

ARTICLE N° 04 : NATURE DES PRIX

Le présent marché est à prix unitaires.

Les sommes dues au titulaire sont calculées par application des prix unitaires portés au bordereau des prix détail estimatif, joint au présent cahier des prescriptions spéciales, aux quantités réellement exécutées conformément au marché.

ARTICLE N° 05 : CARACTERE DES PRIX

Les prix des prestations objet du présent marché sont fermes.

Les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations y compris tous les droits, impôts, taxes, frais généraux, faux frais et assurer au prestataire de services une marge pour bénéfices et risques et d'une façon générale toutes les dépenses qui sont la conséquence nécessaire et directe du travail.

Toutefois, si le taux de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix de règlement.

ARTICLE N° 06 : DROITS DE TIMBRES ET ENREGISTREMENT

Le titulaire acquitte les droits de timbre dus au titre du marché conformément à la législation en vigueur.

ARTICLE N° 07 : CONSISTANCE DES PRESTATIONS ET DELAIS

Le délai pour la réalisation de la mission est **quinze mois**, Il commence à courir le lendemain de la notification de l'ordre de service prescrivant le commencement des prestations objet du présent marché.

Les prestations du présent marché portent sur l'organisation et la réalisation opérationnelle des contrôles de l'exécution des actions de formation financées dans le cadre des Contrats Spéciaux de Formation (CSF) au titre des exercices **2023, 2024 et 2025**.

Le délai global de réalisation des prestations est fixé à **15 Mois**.

A exécuter conformément aux prescriptions techniques, et seront sanctionnés par l'élaboration des documents suivants :

Intitulé du rapport	Nombre d'exemplaires provisoires	Nombre d'exemplaires définitifs
Livrables trimestriels	4	4
Rapports régionaux des activités de contrôles réalisés	5* 7	10* 7
Rapport de synthèse national sur le bilan des activités de contrôles réalisés pour l'ensemble des UG-CSF au titre des exercices 2023, 2024 et 2025 .	5	14
Rapport au Président du CCCSF	5	14

Les délais que le Maître d'ouvrage se réserve pour l'examen, l'appréciation et la validation des livrables, et ceux accordés au prestataire pour les modifications éventuelles, ne sont pas comptabilisés dans le délai de réalisation.

ARTICLE N° 08 : PENALITES DE RETARD

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité d'un pour mille (1/1000) par jour calendaire de retard, calculé sur la base du montant **initial du marché**, avec prise en compte des éventuels avenants.

Cette pénalité sera appliquée de plein droit et sans mise en demeure sur toutes les sommes dues au prestataire de services.

L'application de ces pénalités ne libère en rien le prestataire de services de l'ensemble des autres obligations et responsabilités qu'il aura souscrites au titre du présent marché.

Le montant global des pénalités au titre des retards est plafonné à dix pour cent (10 %) du montant initial du marché augmenté le cas échéant du montant des avenants.

Lorsque le plafond des pénalités est atteint, l'autorité compétente est en droit de résilier le marché après mise en demeure préalable du titulaire et sans préjudice de l'application des autres mesures coercitives prévues à l'article 52 du CCAG-EMO.

ARTICLE N° 09 : CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

– Cautionnement provisoire :

Le montant du cautionnement provisoire pour est fixé à 26 740 DH.

Le cautionnement provisoire reste acquis à l'Etat conformément à l'article 24 du décret n °2-22-431 précité.

– Cautionnement définitif :

Le cautionnement définitif est fixé à 3% du montant initial du Marché.

Si le prestataire ne réalise pas le cautionnement définitif dans un délai de 30 jours à compter de la date de la notification de l'approbation du présent marché, le montant du cautionnement provisoire fixé ci-dessus reste acquis à l'Etat.

Conformément aux dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement définitif sera restitué ou la caution qui le remplace est libérée à la suite d'une mainlevée délivrée par le maître d'ouvrage dans un délai maximum de trois mois suivant la date de la réception définitive des prestations de services.

ARTICLE N° 10 : RECEPTIONS DES PRESTATIONS

Les différents rapports provisoires et définitifs doivent être déposés à l'OFPPT contre accusé de réception.

Ainsi, il est institué un comité de suivi pour assurer le suivi et la coordination des prestations de cette mission. Ce comité est chargé :

- De prendre les dispositions nécessaires pour faciliter la réalisation de la mission ;
- D'assurer la coordination entre le cabinet et l'Office ;
- De lever les difficultés qui peuvent survenir au cours de l'exécution de la mission ;
- D'examiner les livrables soumis par le cabinet.

A cet effet, des réunions seront programmées par le comité de suivi en tant que de besoin, au fur et à mesure de l'avancement des travaux, Après chaque réunion, le titulaire est tenu de transmettre, sous 48H, au Comité de Suivi pour validation, les comptes rendus des réunions avec des réponses aux remarques soulevées éventuellement.

Le cabinet est tenu de transmettre au comité de suivi, à la fin de chaque mois, l'état d'avancement des travaux.

Les réceptions seront prononcées conformément aux dispositions de l'article 49 du CCAG-EMO.

Les modalités de réception des prestations du présent marché se présentent comme suit :

Livrables provisoires :

Ces livrables seront examinés par les membres du comité de suivi. Les remarques et observations soulevées par les membres du comité de suivi en question seront adressées au prestataire du service concerné afin de les prendre en considération dans l'établissement des livrables définitifs. Le prestataire devra présenter, au comité de suivi pour validation, un document qui sera consacré exclusivement à ses réponses aux remarques des membres dudit comité.

Rapports définitifs :

Ces livrables définitifs seront examinés par le comité de suivi au cours d'une réunion en présence du prestataire de service en vue de se prononcer sur la recevabilité desdits livrables.

ARTICLE N° 11 : MODALITES DE PAIEMENT

Le règlement des prestations réalisées sera effectué trimestriellement comme suit :

70% des sommes dues par trimestre en application des prix du bordereau des prix – détail estimatif aux quantités réellement réalisées par le prestataire de service et dûment réceptionné à titre partiel ;

Le reliquat restant sera réglé à la réception des rapports définitifs par région, du rapport de synthèse nationale sur le bilan des activités de contrôles réalisés et du rapport au président du CCCSF.

Le paiement se fera sur présentation des factures établies par le titulaire en six (6) exemplaires.

Les sommes dues au titulaire seront réglées à son compte dont le numéro est précisé dans l'acte d'engagement.

Les contrôles infructueux seront traités au cas par cas par le comité de suivi et le prestataire.

En application de l'article 78-2 de loi n°69-21 relative aux délais de paiement, le délai de règlement des paiements est fixé à 60 jours au maximum à compter de la date de facturation.

Le prestataire doit impérativement établir une facture conformément aux dispositions de l'article 146 du Code Général des Impôts et des dispositions de l'article 78-2 de la Loi 69-21.

Tout dépôt non conforme à la réglementation sera considéré comme nul et non avenu.

Le règlement des prestations réalisées ne devient exigible qu'à la suite de la constatation du service fait et le dépôt des factures auprès du bureau d'ordre de l'Office, au plus tard à la fin du mois de constatation du service fait ou du PV de réception.

Tout retard ou défaut de dépôt de la facture est passible d'une amende équivalente à l'amende applicable au maître d'ouvrage dans le cadre la loi n° 69-21 précitée.

ARTICLE N° 12 : SOUS-TRAITANCE

Les prestations présentent 100% du corps d'état principal du marché et ne peuvent en aucun cas faire l'objet de sous-traitance.

ARTICLE N° 13 : DOMICILE DU TITULAIRE

Le titulaire du marché est tenu d'élire domicile au Maroc ou à l'international qu'il doit indiquer dans l'acte d'engagement ou le faire connaître au maître d'ouvrage dans le délai de quinze (15) jours à partir de la notification, qui lui est faite, de l'approbation de son marché.

Faute par lui d'avoir satisfait à cette obligation, toutes les notifications qui se rapportent au marché sont valables lorsqu'elles ont été faites au siège de l'entreprise dont l'adresse est indiquée dans le cahier des prescriptions spéciales.

En cas de changement de domicile, le titulaire est tenu d'en aviser le maître d'ouvrage, par lettre recommandée avec accusé de réception, dans les quinze (15) jours suivant la date d'intervention de ce changement.

ARTICLE N° 14 : VALIDITE DU MARCHE

Le marché ne sera valable, définitif et exécutoire qu'après sa signature par l'autorité compétente de l'OFPPPT ou par son délégataire dûment désigné et son visa par le Contrôleur d'Etat, lorsque ledit visa est requis.

ARTICLE N°15 : DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de soixante (60) jours à compter de la date d'ouverture des plis.

Les conditions de prorogation de ce délai sont fixées par les dispositions de l'article 143 du décret n°2-22-431 du 15 Chaabane 1444 (8 mars 2023) précité.

ARTICLE N° 16 : DELAI ET RETENUE DE GARANTIE

Vu la nature des prestations, il n'est pas prévu ni délai ni retenue de garantie pour le présent marché.

ARTICLE N° 17 : RESTITUTION DES CAUTIONNEMENTS PROVISOIRE ET DEFINITIF

En application des dispositions de l'article 16 du CCAG-EMO, le cautionnement provisoire est restitué au titulaire du marché ou la caution qui le remplace est libérée après que le titulaire aura réalisé le cautionnement définitif. Le cautionnement définitif est restitué, sauf les cas de l'application de l'article 52 du CCAG-EMO, par le maître d'ouvrage dans les trois (3) mois suivant l'achèvement du délai contractuel du marché.

ARTICLE N° 18 : MOYENS

En application de l'article 18 du CCAG-EMO, le titulaire est tenu d'affecter à l'exécution des prestations objet du marché, les moyens en personnel et en équipement nécessaires à sa mission (Ressources humains qualifiés, logistique, outils ...etc).

Sauf dans le cas où l'OFPPT en aurait décidé autrement, le titulaire ne peut apporter aucun changement au personnel proposé dans son offre.

Si pour des raisons indépendantes de la volonté du titulaire, il s'avère nécessaire de remplacer un des membres du personnel, le titulaire présentera à l'agrément de l'OFPPT, une personne de qualification égale ou supérieure à celle dont le remplacement est demandé.

Tout remplacement, dûment justifié, d'un intervenant affecté à chaque mission doit faire l'objet d'un accord préalable de l'OFPPT. Le remplaçant doit avoir un profil au moins équivalant au profil de l'intervenant partant et ce conformément aux dispositions de l'article 18 du CCAG-EMO.

Si le maître d'ouvrage découvre qu'un des membres du personnel du titulaire s'est rendu coupable d'un manquement sérieux et/ou poursuivi pour délit ou crime ou s'il a des raisons suffisantes de n'être pas satisfait de la performance d'un des membres du personnel, le titulaire devra, sur demande motivée de l'OFPPT, fournir immédiatement un remplaçant dont les qualifications et l'expérience doivent, au moins, être égales à celles de la personne à remplacer.

1. Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de ces changements
2. Le titulaire est tenu de soumettre à l'agrément de l'OFPPT tout changement dans le planning d'intervention de son personnel affecté à l'exécution des prestations objet du marché.

Le titulaire doit fournir une copie certifiée conforme de la liste des assurés déclarés au titre du dernier mois visé par les services de la CNSS.

ARTICLE N° 19 NANTISSEMENT

En cas de nantissement du marché, le Maître d'ouvrage remet au titulaire du marché, sur sa demande et contre récépissé, une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est délivrée en unique exemplaire destiné à former titre pour le nantissement du marché public, conformément aux dispositions du dahir n° 1-15-05 du 29 Rabii II 1436 (19 février 2015) portant promulgation de la loi n° 112-13 relative au nantissement des marchés publics, étant précisé que :

1. La liquidation des sommes dues par l'Office de la formation Professionnelle et de la Promotion du Travail en exécution du présent marché sera opérée par les soins du Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
2. Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du futur marché ainsi qu'à bénéficier des nantissemements ou subrogations les renseignements, qui ont été prévus à l'article 8 du dahir susvisé, est le Directeur Général de l'OFPPT ou son délégué ;
3. Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Payeur de l'OFPPT seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.

Les frais de timbre et d'enregistrement de l'original du présent marché ainsi que de l'exemplaire unique sont à la charge du titulaire du marché.

ARTICLE N° 20 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Le prestataire de services doit adresser au maître d'ouvrage, avant tout commencement des prestations de services, les attestations de polices d'assurance qu'il doit souscrire et qui doivent couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et ce, conformément aux dispositions de l'article 20 du CCAG-EMO tel qu'il a été modifié et complété.

ARTICLE N° 21 : CONFIDENTIALITE

Le prestataire, sauf consentement préalable donné par écrit par l'Administration, ne communiquera le marché, ni aucune des spécifications ou informations fournies par l'Administration ou en son nom, à quiconque en dehors des effectifs employés par le titulaire du marché à l'exécution du marché.

Les informations transmises à ces personnes le seront confidentiellement et seront limitées à ce qui est nécessaire à ladite exécution.

Tout document, autre que le marché lui-même, demeurera la propriété de l'Administration et tous ses exemplaires sont retournés à l'Administration sur sa demande, après exécution des obligations contractuelles.

ARTICLE N° 22 : REGLEMENT DES CONTESTATIONS

En cas de contestation entre l'administration et le titulaire, il sera fait recours à la procédure prévue par les dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'Œuvre (CCAG-EMO).

Si cette procédure ne permet pas le règlement du litige, celui-ci sera soumis à la juridiction marocaine compétente statuant en matière administrative.

ARTICLE N° 23 : RESILIATION DU MARCHE

Le marché peut être résilié par l'OFPPT de plein droit, conformément aux dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de services portant sur les prestations d'Etudes et de Maîtrise d'œuvre passées pour le compte de l'Etat (CCAG-EMO)

ARTICLE N° 24 : MESURES COERCITIVES

Les dispositions de l'article 152 du décret n°2-22-431 précité seront appliquées.

ARTICLE N° 25 : LUTTE CONTRE LA FRAUDE, LA CORRUPTION ET LE CONFLIT D'INTERETS

Le soumissionnaire de services ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le soumissionnaire de services ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans l'exécution du présent marché.

ARTICLE N° 26 : L'octroi et la restitution des avances

Dans le cas d'octroi d'avances par le maître d'ouvrage, il est fait application des dispositions du décret n°2.14272 du 14 Mai 2014 relatif aux avances en matières de marchés publics.

- Le paiement de cette avance sera effectué après la réception par le titulaire de l'ordre de service de commencement des prestations
- Le dépôt d'une demande d'avance auprès du maître d'ouvrage
- La présentation par le titulaire d'une caution personnelle et solidaire d'avance instaurée par le décret précité

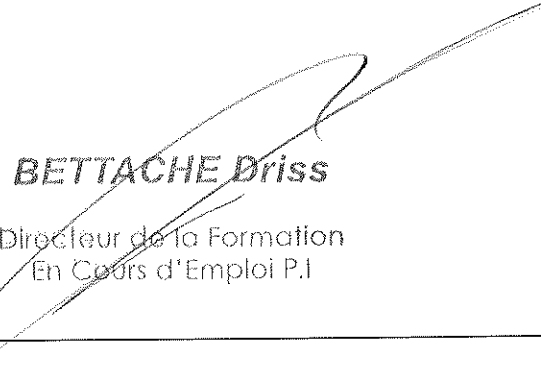
Le montant de l'avance est fixé à 10% du montant du marché toutes taxes comprises (TTC)

Le remboursement du montant de l'avance est effectué par déduction sur les acomptes dus au titulaire du marché. Le remboursement du montant total de l'avance doit, en tout état de cause, être effectué lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire du marché atteint 80% du montant toutes taxes comprises des prestations qui lui sont confiées au titre dudit marché.

ARTICLE N°27 : La promotion de l'emploi local

Le titulaire s'engage conformément à l'article 149 du décret n° 2-22-431 du (8 Mars 2023) relatif au taux de recours à la main-d'œuvre locale dans la limite de vingt pour cent (20%) de l'effectif requis pour la réalisation de ces prestations.

On entend par « main d'œuvre locale » la main d'œuvre issue de la commune lieu d'exécution des prestations objet du marché ou, le cas échéant, de la préfecture ou de la province ou de la région.

LE SOUMISSIONNAIRE	LE MAITRE D'OUVRAGE
Lu et accepté	 BETTACHE Driss Directeur de la Formation En Cours d'Emploi P.I

TERMES DE REFERENCES

I/ Généralités

Objet : **Réalisation des Contrôles de l'exécution des actions de formation financées dans le cadre des CSF au titre des exercices 2023, 2024 et 2025.**

Exercices concernés par le contrôle : **2023, 2024 et 2025.**

Lieux des prestations : Voir liste ci-dessous.

II/ Présentation des CSF

Les pouvoirs publics ont mis en place un système de financement de la formation en cours d'emploi (formation continue) pour l'amélioration continue des compétences des salariés. Ce financement est concrétisé, au terme d'une procédure définie, dans un instrument, le contrat spécial de formation (CSF) conclu entre l'une des 7 Unités de Gestion régionales de l'OFPPT d'une part et l'entreprise bénéficiaire d'autre part.

La formation en cours d'emploi a pour objet de développer la qualification et les compétences des salariés pour favoriser la compétitivité des entreprises, permettre à leurs employés de faire face aux évolutions du marché du travail et faciliter leur promotion professionnelle.

La formation continue comprend l'ensemble des actions de formation concernant les salariés et englobe toutes les formations permettant l'acquisition ou l'amélioration des compétences professionnelles.

Le système des CSF est financé sur une fraction du produit de la Taxe de Formation Professionnelle (TFP) instituée par le décret n° 2.73.633.

Peuvent bénéficier du système des CSF les employeurs assujettis à la Taxe de Formation Professionnelle (TFP) et en situation régulière vis-à-vis de la CNSS au titre de cette taxe pour « l'Année TFP ».

La gestion des CSF obéit aux dispositions explicitées dans le Manuel des Procédures de **Mai 2006** qui en présente les principes généraux, les différents intervenants et leurs champs d'action, les procédures, les délais, les recours ainsi que les moyens de contrôles des réalisations des actions de formation.

Conformément au décret n°2.73.633 portant création de la TFP, tel qu'il a été modifié et complété, « des agents commissionnés par l'autorité gouvernementale chargée de la formation professionnelle sont mandatés pour exercer le contrôle de l'exécution des clauses contractuelles et notamment de celles se rapportant aux engagements financiers souscrits par l'employeur pour la réalisation de programmes spéciaux de formation professionnelle.

L'Office peut faire procéder au reversement des sommes indûment perçues.

En plus du reversement prévu à l'alinéa ci-dessus, le Comité de Gestion de l'Office peut exclure de la réalisation de programmes spéciaux de formation professionnelle pendant une période pouvant atteindre deux années,

les opérateurs de formation convaincus d'avoir participé à des manœuvres destinées à bénéficier indûment du financement desdits programmes.

L'organisation du contrôle des CSF est explicitée dans le Manuel de Procédures (MDP) des CSF version 2006 (cf point 7 du MDP –CSF). Le dispositif de gestion des CSF est constitué de :

Au niveau central :

La Direction de la Formation en Cours d'Emploi DFCE pour : (i) les Etablissements Publics, (ii) les banques et assurances et organismes financiers dont l'effectif dépasse 100 personnes, ainsi que (iii) les sociétés dont la TFP annuelle déclarée dépasse 3Mdh.

Au niveau régional pour les entreprises et organismes autres que ceux gérés par la DFCE :

Unité de Gestion CSF Casablanca -Settat

Unité de Gestion CSF Rabat –Salé-Kenitra

Unité de Gestion CSF Oriental

Unité de Gestion CSF Fès-Meknes

Unité de Gestion CSF Marrakech -Safi

Unité de Gestion CSF Souss Massa

Unité de Gestion CSF Tanger-Tétouan-Al Hoceima

Textes de référence :

- Dahir portant loi n° 1-72-183 du 28 rabiaa II 1394 (25 mai 1974) instituant l'Office de la formation professionnelle et de la promotion du travail.
- Décret n° 2-73-633 du 29 rabiaa II 1394 (22 mai 1974) instituant la taxe de formation professionnelle, fixant le taux et les conditions de recouvrement de ladite taxe et déterminant les conditions relatives à la conclusion des contrats pour la réalisation des programmes spéciaux de formation professionnelle, tel qu'il a été modifié et complété.
- Manuel de Procédures des CSF de MAI 2006 y compris toutes les modifications y portées, notamment l'avenant n° 2 signé par les autorités compétentes le 02 juin 2014. Ce manuel est une partie intégrante du contrat.

III/ Prestations demandées :

La mission a pour objet la mobilisation d'une assistance technique pour l'organisation et la réalisation opérationnelle du contrôle de l'exécution des actions de formation financées dans le cadre des CSF au titre des exercices 2023,2024,2025.

L'organisme retenu doit contrôler les actions choisies par le CRCSF sur la base de critères préalablement définis au MDP des CSF (version 2006), et les avenants y afférents notamment l'avenant n°2 signé par les autorités compétentes le 02 juin 2014.

Le contrôle peut être concomitant à la réalisation de l'action ou a posteriori :

- Lorsqu'il s'agit de contrôle à posteriori, le cabinet aura toute la latitude pour planifier et exécuter lesdits contrôles dans l'intervalle de la durée du marché ;
- Lorsqu'il s'agit de contrôles concomitants, les contrôles auront lieu **obligatoirement** pendant la date de réalisation de l'action de formation à contrôler. Dans le cas où le cabinet ne respecte pas cette condition, le maître d'ouvrage se réserve le droit de prendre à son égard les dispositions en vigueur prévues par la réglementation.
- Les plannings de réalisation des contrôles à chaud ainsi que les listes des contrôles à posteriori seront remis aux contrôleurs dès leur approbation par les CRCSF concernés. Ces plannings peuvent être modifiés en fonction des avis de modification ou d'annulation reçus par le maître d'ouvrage conformément aux dispositions du Manuel des procédures en vigueur.

IV/ Résultats de l'étude

Pour la réalisation de cette mission, l'intervention s'articule autour des activités suivantes :

Activités	Livrables
Réalisation opérationnelle des contrôles d'exécution des actions de formation financées dans le cadre du système des CSF au titre des exercices 2023,2024 et 2025. L'organisme doit contrôler les actions choisies par le CRCSF sur la base de critères préalablement définis au MDP des CSF (version 2006), en utilisant les outils et les techniques adoptés à cet effet. Le contrôle peut être concomitant à la réalisation de l'action ou à posteriori.	<p>A l'issue de chaque opération de contrôle, les agents établissent un rapport des faits constatés et le transmettent dans un délai d'une semaine à l'Unité de Gestion régionale concernée.</p> <p>Livrables trimestriels L'organisme dressera trimestriellement un état des contrôles réalisés par région. Cet état, après validation de l'Unité de Gestion régionale concernée, fera objet d'un rapport qui servira de base pour le paiement du prestataire et ce, après réception partielle des prestations concernés par le comité de suivi.</p> <p>Rapports régionaux Les contrôleurs établissent un rapport par <u>région</u> des activités de contrôles effectués. Ces rapports seront soumis à la validation de l'Unité de Gestion régionale concernée</p> <p>Rapport de synthèse national sur le bilan des activités de contrôles réalisés pour l'ensemble des UG-CSF au titre des exercices 2023, 2024 et 2025.</p> <p>Rapport au Président du CCCSF</p>

Le prestataire doit proposer les sous activités, la méthodologie, les outils et les techniques nécessaires pour atteindre les résultats escomptés. Les actions de contrôle se dérouleront sur les lieux des entreprises dont les actions à contrôler sont sélectionnées par les comités régionaux des CSF des 7 régions d'implantation des UGCSF comme indiqué ci-dessous :

Régions économiques	Nombre d'actions prévu pour exercices antérieurs à 2023	Nombre d'actions prévu pour 2023	Nombre d'actions prévu pour 2024	Nombre d'actions prévu pour 2025
Casablanca-Settat	—	261	243	378
Rabat-Salé-Kenitra	50	46	46	69
Souss -Massa	—	50	51	75
Marrakech-Safi	—	29	36	49
Fés-Meknes	—	49	48	73
Oriental	—	12	11	20
Tanger-Tétouan-Al Houceima	—	58	57	86
TOTAL	50	505	492	750
TOTAL GLOBAL	1797			

L'optimisation de la planification logistique des missions est un souci partagé entre les services du maître d'ouvrage et du prestataire. Toutes les parties prenantes à la mission devront œuvrer pour une assurance raisonnable de bonne planification

V/ MISSIONS DES CONTROLEURS

L'organisation du contrôle des CSF est explicitée dans le Manuel de Procédures (MDP) des CSF version 2006 (cf point 7 du MDP –CSF) et les avenants y afférents notamment l'avenant n° 2 signé par les autorités compétentes le 02 juin 2014.

L'Unité de Gestion des CSF de chaque région met à la disposition des agents de contrôle les données nécessaires à la réalisation de leur mission et notamment les fiches d'identification des actions de formation concernées et les avis d'annulation ou de modification éventuels y afférent.

Les agents de contrôle peuvent, s'ils l'estiment nécessaire, faire également appel, aux services extérieurs de l'Autorité Gouvernementale chargée de la formation professionnelle ou aux Directions Régionales de l'OFPPPT concernées par la gestion des CSF pour leur communiquer toute information se rapportant à leur mission.

Chaque opération de contrôle est effectuée par au moins deux agents commissionnés par l'autorité gouvernementale chargée de la formation professionnelle conformément à L'article 10 du décret n° 2.73.633 du 22 mai 1974 portant création de la Taxe de Formation Professionnelle, tel qu'il a été modifié et complété.

A l'issue de chaque opération de contrôle, les agents établissent un rapport des faits constatés et le transmettent dans le **délai d'une semaine** à l'Unité de Gestion concernée. Cette dernière le notifie dans un **délai identique à l'entreprise** concernée.

En cas de constat de non-conformité entre les actions définies dans la demande de financement et celles effectivement réalisées par l'entreprise, cette dernière dispose d'un délai de trente (30) jours pour fournir des réponses au CRCSF à travers l'Unité de Gestion des CSF.

Le défaut de réponse vaut approbation des conclusions du contrôle.

Les rapports de contrôle ayant révélé des non conformités ainsi que les réponses des entreprises sont présentés au CRCSF, qui statue sur les mesures ou sanctions éventuelles à prendre à l'encontre des entreprises et/ou des organismes concernés.

Les décisions du Comité sont consignées dans le Procès - Verbal de la réunion.

L'Unité de Gestion des CSF est chargée d'exécuter lesdites décisions. Elle les notifie aux entreprises dans le délai de quinze (15) jours.

Le contrôle s'effectue sur pièces et sur place au sein des entreprises ou des organismes de formation ou tout autre lieu de réalisation des actions de formation. Il peut être concomitant à la réalisation de l'action ou a posteriori.

Chaque opération de contrôle est effectuée par **au moins deux agents**.

Le prestataire doit prendre toutes les dispositions nécessaires, pour s'assurer des coordonnées des entreprises objet du contrôle. Il est chargé de prendre contact (écrit et autres) avec les entreprises concernées pour l'organisation et la réalisation des visites de contrôle à postériori.

VI/ PLANNING DE LA MISSION

Le soumissionnaire est tenu de présenter le planning de la mission avant le lancement des prestations.

VII/ PERSONNEL A AFFECTER A LA MISSION

L'organisme de contrôle et d'audit doit mobiliser, pour la réalisation de ses missions, les moyens humains qu'il a proposés dans son offre technique et qui couvre les profils suivants :

- ❖ Un « coordonnateur des contrôles » chargé des aspects méthodologiques et organisationnels de l'assistance technique, ayant les compétences suivantes :
 - Diplôme de niveau bac plus 5 années en audit, finance ou contrôle de gestion ou profil similaire ;
 - Cinq années au moins d'expérience professionnelle dans le domaine de l'audit et contrôle ;
 - Une connaissance approfondie du dispositif de la formation en cours d'emploi ;
 - Une connaissance de l'environnement économique et de l'organisation des entreprises

❖ Des contrôleurs pour la réalisation du contrôle ayant les compétences suivantes :

- Un niveau d'études Bac plus 2 au moins ;
- Des connaissances dans le domaine de l'audit et contrôle ;
- Deux années au moins d'expérience professionnelle dans le domaine de l'audit et contrôle ;
- Des connaissances de la formation en cours d'emploi et de l'environnement économique et de l'organisation des entreprises ;
- Un savoir-faire leur permettant d'agir seul dans l'environnement de l'entreprise et une capacité d'écoute et d'adaptation.

Le consultant joindra à son offre, les CV des membres de l'équipe dûment émargés par le responsable du cabinet et par l'intervenant concerné.

VIII/ MOYENS MIS A LA DISPOSITION DE L'ORGANISME DE CONTROLE

L'Unité de Gestion des CSF met à la disposition des agents de contrôle les données nécessaires à la réalisation de leur mission et notamment les fiches d'identification des actions de formation concernées et les avis d'annulation ou de modification éventuels y afférent.

IX/ RESPONSABILITE DE L'ORGANISME DE CONTROLE

L'organisme de contrôle prend la responsabilité de ses prestations conformément aux usages et coutumes de la profession et aux dispositions de la loi et de la jurisprudence ainsi que des conséquences dommageables qui pourraient résulter du fait de l'exécution défectueuse de ses prestations.

X/ PRESENTATION ET VALIDATION DES RAPPORTS DE SYNTHESE DES CONTROLES

A/ Rapports de contrôle :

A l'issue de chaque opération de contrôle, les agents établissent un rapport des faits constatés et le transmettent dans le **délai d'une semaine** à l'Unité de Gestion.

A la fin de la mission des contrôles effectués au niveau de la région, les contrôleurs établissent une liste exhaustive des contrôles effectués par exercice.

Cette liste est soumise à la validation de l'Unité de Gestion.

B/ Rapports de synthèse et d'analyse des contrôles :

Intitulé du rapport	Nombre d'exemplaires provisoires	Nombre d'exemplaires définitifs
Livrables trimestriels	4	4
Rapports régionaux des activités de contrôles réalisés	5* 7	10* 7
Rapport de synthèse national sur le bilan des activités de contrôles réalisés pour l'ensemble des UG-CSF au titre de l'exercice 2023, 2024 et 2025 .	5	14
Rapport au Président du CCCSF	5	14

Les différents documents précités (provisaires et définitifs) sont fournis également sur support informatique en version modifiable, élément qu'il y a lieu de confirmer expressément dans la soumission.

Ces rapports sont soumis à la validation du Comité de Suivi de l'OFPPT.

C/ RAPPORT AU PRESIDENT DU CCCSF

Une synthèse du rapport national sur le bilan des activités des contrôles réalisés pour l'ensemble des UG-CSF destinée au Président du CCCSF. Cette note doit faire ressortir les observations et les éventuels dysfonctionnements relevés, ainsi que les recommandations à mettre en œuvre.

Ce rapport est transmis avec ses commentaires à l'autorité gouvernementale chargée de la formation professionnelle.

ANNEXES

Annexe 01 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

Annexe 02 : MODELE DE DECLARATION SUR L'HONNEUR

Annexes 03 : BORDEREAU DES PRIX- DETAIL ESTIMATIF

Annexe 04 : TABLEAU d'affectation des intervenants

Annexe 05 : MODELE DE CURRICULUM VITAE (CV) DU PERSONNEL PROPOSE

ANNEXE 01 : MODELE DE L'ACTE D'ENGAGEMENT

A- PARTIE RESERVEE A L'ADMINISTRATION :

- Appel d'Offres ouvert international sur offres des prix, n°xx/xxx/2025.
- Objet du marché : Réalisation des Contrôles de l'exécution des actions de formation financées dans le cadre des CSF au titre des exercices 2023, 2024 et 2025. Passé en application des dispositions de l'alinéa 1 paragraphe 1 de l'article 19 et le paragraphe 1 de l'article 20 du décret n° 2-22-431 du 15 chaabane 1444 (8 Mars 2023) relatif aux marchés publics.

B- PARTIE RESERVEE AU CONCURRENT :

a) Pour les personnes physiques

Je, soussigné : (Prénom, nom et qualité) agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte,
adresse du domicile élu : affilié à la CNSS sous le N°:
Inscrit au registre du commerce de(localité) sous le N°
Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

b) Pour les personnes morales

Je, soussigné(prénom, nom et qualité) agissant au nom et pour le compte de
.....(raison sociale et forme juridique de la société) au capital social
de:.....
Adresse du siège social de la société:
Adresse du domicile élu:
Affiliée à la CNSS sous le N°
Inscrite au registre du commerce(localité) sous le n°
Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :
Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :
En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

C- Partie réservée au concurrent membres d'un groupement :

Nous soussignés :

- Membre n° 1 :
- Membre n° 2 :
- Membre n° n :

En vertu des pouvoirs qui nous sont conférés, nous nous obligeons conjointement/solidairement (choisir la mention adéquate) et désignons(prénoms, noms et qualité) en tant que mandataire du groupement ;



D- Partie commune à tous les concurrents :

Après avoir pris connaissance du dossier d'appel d'offres ouvert International, du marché, concernant les prestations précisées en objet de la partie ci-dessus ;

Après avoir apprécié à mon (notre) point de vue et sous ma (notre) responsabilité la nature et les difficultés que comportent ces prestations :

1) remets (remettons), revêtu de ma (nos) signature un bordereau de prix - détail estimatif établi conformément aux modèles figurant au dossier d'Appel d'Offres ouvert international ;

2) m'engage (nous nous engageons) à exécuter lesdites prestations conformément au cahier des prescriptions spéciales et moyennant les prix que j'ai (nous avons) établi moi-même (nous-mêmes),

Lesquels font ressortir :

- Montant hors TVA.....(en lettres et en chiffres)
- Taux de la T.V.A(en pourcentage)
- Montant de la T.V.A.....(en lettres et en chiffres)
- Montant de la T.V.A comprise(en lettres et en chiffres)

L'Etat se libère des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte (postal, bancaire ou à la TGR) ouvert au non de(prestataire du marché) à(localité), sous le relevé d'identification bancaire (RIB) numéro

Fait àle

(Signature et cachet du concurrent)

6

ANNEXE 02 : DECLARATION SUR L'HONNEUR (1)

- Appel d'Offres ouvert International sur offres des prix, n°xx/xx/2025.

- Objet du marché : Réalisation des Contrôles de l'exécution des actions de formation financées dans le cadre des CSF au titre des exercices 2023, 2024 et 2025.

A - Pour les personnes physiques

Cas des personnes physiques agissant pour leur propre compte :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (2) sous le numéro :

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le numéro :

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (3) numéro (4) :

[illegible]

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Cas de l'auto-entrepreneur :

Je soussigné.....(nom et prénom), agissant en mon nom personnel et pour mon propre compte.

Numéro de téléphone:

Numéro du fax:

Adresse électronique:

Adresse du domicile élu:

Inscrit au registre national de l'auto-entrepreneur sous le numéro

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise:

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (5) numéro (6) :

[illegible]

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

B - Pour les personnes morales

Cas des sociétés :



Je soussigné.....(nom, prénom et qualité), agissant au nom et pour le compte de.....(raison sociale et forme juridique), au capital social de :

Numéro téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la société :

Adresse du domicile élu :

Affilié à la CNSS (7) sous le n° :

Inscrit au registre du commerce de.....(localité) sous le n°.....

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

Numéro de l'identifiant commun de l'entreprise :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (8) numéro (9):

[illegible]

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Cas des établissements publics :

Je soussigné.....(nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte de (dénomination de l'établissement).

Numéro téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

- (7) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur.
- (8) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
- (9) Supprimer la mention inutile.
- (10) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
- (11) Supprimer la mention inutile.
- (12) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro (7) :

48

Références du texte l'habilitant à exercer les missions objet du marché :

Relevé d'identité bancaire.....(postal, bancaire ou à la TGR) (12) numéro (13) :

[illegible]

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

Cas des coopératives ou union des coopératives :

Je soussigné (nom, prénom et qualité) agissant au nom et pour le compte

De.....(raison sociale et forme juridique de la coopérative ou union des coopératives), au capital social de.....

Numéro de téléphone :

Numéro du fax :

Adresse électronique :

Adresse du siège social de la coopérative ou union des coopératives :

Adresse du domicile élu :

Inscrite au registre local des coopératives, sous le numéro.....

Affiliée à la CNSS sous le numéro (14) :

Inscrite à la taxe professionnelle sous le numéro :

- (13) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
(14) Supprimer la mention inutile.
(15) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
(16) Indiquer la CNSS ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.
(17) Lorsque l'établissement public est assujéti à cette obligation.
(18) Supprimer la mention inutile.
(19) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
(20) Ou tout autre régime particulier de prévoyance sociale.



[illegible]

En vertu des pouvoirs qui me sont conférés ;

-Déclare sur l'honneur :

1. Que je remplis les conditions prévues à l'article 27 du décret relatif aux marchés publics ;
2. M'engager à couvrir, dans les conditions fixées dans le cahier des charges, par une police d'assurance, les risques découlant de mon activité professionnelle ;
3. M'engage, si j'envisage de recourir à la sous-traitance :
 - À veiller à ce que celle-ci ne dépasse pas cinquante pour cent (50%) du montant du marché et qu'elle ne porte pas sur le lot ou le corps d'état principal du marché ;
 - À m'assurer que les sous-traitants auxquels je recours remplissent les conditions prévues à l'article 27 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.
4. Atteste que je dispose des autorisations requises pour l'exécution des prestations telles que prévues par la législation et la réglementation en vigueur ;
5. Atteste que je ne suis pas en liquidation judiciaire ou redressement judiciaire ;
6. Étant en redressement judiciaire, j'atteste que je suis autorisé par l'autorité judiciaire compétente à participer aux appels d'offres;(17)
7. Je m'engage à ne pas recourir par moi-même ou par personne interposée à des pratiques de fraude ou de corruption des personnes qui interviennent, à quelque titre que ce soit, dans les procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché ;
8. Je m'engage à ne pas faire, par moi-même ou par personne interposée, de promesses, de dons ou de présents, en vue d'influer sur la procédure de conclusion du marché et de son exécution ;
9. J'atteste que je ne suis pas en situation de conflit d'intérêts ;
10. J'atteste que je n'ai pas participé à la préparation du dossier de l'appel d'offres considéré ;
11. Je certifie l'exactitude des renseignements contenus dans la présente déclaration sur l'honneur et dans les pièces fournies dans mon dossier de candidature, sous peine de l'application des mesures coercitives prévues à l'article 152 du décret n° 2-22-431 du 8 mars 2023.

Fait à....., le.....

Signature et cachet du concurrent

A supprimer le cas échéant (*) En cas de groupement, chacun des membres doit présenter sa propre déclaration sur l'honneur

- 15) Supprimer la mention inutile.
16) Le relevé d'identité bancaire (RIB) contient 24 positions.
17) A supprimer, ce paragraphe dans le cas où le concurrent n'est pas en situation de redressement judiciaire.

45

Annexe 03 : Bordereau des prix-détail estimatif

	Désignation de la prestation	Unité	Quantité des actions de contrôle	Prix unitaire HTVA (En chiffre)	Prix total en HTVA (En chiffre)
1	Contrôles d'exécution des actions financées dans le cadre du système des Contrats Spéciaux de Formation au titre des exercices 2023, 2024 et 2025 et exercices antérieurs	Action	1797		
Total Hors TVA					
Taux (TVA 20 %)					
Total TTC					

Arrêté le présent bordereau des prix à la sommeTTC (en lettres et en chiffres).

Fait àLe

Signature et cachet du prestataire

6
6

ANNEXE 04

OBJET : Réalisation des Contrôles de l'exécution des actions de formation financées dans le cadre des CSF au titre des exercices 2023, 2024 et 2025.

TABLEAU D'AFFECTATION DES INTERVENANTS

<i>Missions</i>	<i>Noms des Intervenants</i>	<i>Diplômes*</i>	<i>Nbre d'années d'expérience</i>	<i>Nbre de jours experts à réaliser</i>
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
.....				
<i>TOTAL JOURS INTERVENANT</i>				

* Préciser également le nombre d'années de formation après le bac.

ANNEXE 05 : Modèle de Curriculum vitae (cv) du personnel clé proposé

AO N° xx/xx/2025

OBJET : Réalisation des Contrôles de l'exécution des actions de formation financées dans le cadre des CSF au titre des exercices 2023, 2024 et 2025.

Poste Actuel	
Poste Proposé pour le présent marché	
Nom et prénom	
Numéro de téléphone	
Email	
Date de naissance	
Nationalité	
Nombre d'année d'expérience	
Qualification (Bac+ 5/+3/+2)	

Formation :

Ecole / Université	Diplôme(s) obtenu(s)	Année d'obtention

Expériences professionnelles :

Période Du mois/année au mois/année	Nom de l'employeur, titre professionnel	Résumé des activités réalisées

Compétences / qualifications spécifique au profil :

Mois / année	Nom de l'employeur, titre professionnel	Expériences/Projets (Client)	Résumé des activités réalisées
		Projet 1	
		Projet 2	
		Projet	

86

Langues (d'une échelle de 1 à 5) :

Langue	Lecture	Parlé	Ecrit

Attestation :

Je soussigné, certifie, en toute conscience, que les renseignements ci-dessus rendent fidèlement compte de ma situation, de mes qualifications et de mon expérience.

Nom et Prénom :..... Signature

Signature du Soumissionnaire :

Date :

